

Avis de convocation / avis de réunion

DPAM MONEY MARKET L

Société d'investissement à capital variable

Siège social : L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert

R.C.S. Luxembourg N° B 26.567

(la « Société »)

CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

Attendu que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société convoquée pour le **12 juillet 2019 à 16h30 au 7, rue Emile Laux L-7544 Mersch** n'a pas pu délibérer valablement faute de quorum, les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société (l'« Assemblée ») qui aura lieu le **31 juillet 2019 à 16h30 au 7, rue Emile Laux L-7544 Mersch**, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

ORDRE DU JOUR

Première Résolution:

Modification des statuts de la Société avec effet à la date de l'assemblée se prononçant sur cette refonte ou toute autre date décidée par le Conseil d'Administration (et au plus tard le 31 juillet 2019) pour notamment intégrer les dispositions imposées par le règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires (ci-après le « Règlement ») et certaines possibilités offertes à la Société de par la loi de 1915 relative aux sociétés commerciales:

1. Modification du paragraphe 2 de l'Article 2 des statuts qui sera ainsi rédigé :
 - « *Le siège social peut être déplacé au sein de cette même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg, et les statuts seront modifiés en conséquence sur décision du conseil d'administration* » ;
2. Modification des paragraphes 1 et 2 de l'Article 4 des statuts en vue d'y intégrer une référence au Règlement ;
3. Modification des paragraphes 2 et 3 de l'Article 5 des statuts en vue d'y intégrer une référence au Règlement et de qualifier les compartiments de la Société au regard dudit Règlement ;
4. Modification du paragraphe 3 de l'Article 5 des statuts en vue d'y intégrer la qualification de la Société eu égard au Règlement ;
5. Modification du paragraphe 6 de l'Article 7 des statuts en vue d'y intégrer une référence au Règlement ;
6. Modification du paragraphe 1 de l'Article 8 des statuts en vue d'y intégrer une référence au Règlement ;
7. Modification du paragraphe 5 de l'Article 8 des statuts en vue d'y intégrer la méthode d'arrondi prévue par le Règlement ;
8. Modification de l'Article 11 (sous-sections I à III) des statuts en vue d'y intégrer une référence au Règlement et d'y intégrer tous les aspects pertinents du Règlement en vue d'assurer la conformité de la Société à celui-ci ;
9. Modification de l'Article 11 (sous-section IV) des statuts en vue de simplifier le texte des points 1 et 2 et de supprimer le point 3 ;
10. Modification du paragraphe 1 de l'Article 12 des statuts en vue d'y intégrer la fréquence minimale de détermination de la VNI des actions de la Société ;
11. Suppression du point j) du paragraphe 3 de l'Article 12 des statuts ;

12. Modification du paragraphe 1 de l'Article 15 des statuts en vue d'y intégrer une référence au Règlement ;
13. Ajout d'un nouveau paragraphe 2 à l'Article 15 qui sera ainsi rédigé :
 - « *Le conseil d'administration peut suspendre les droits de vote de tout actionnaire qui est en défaut de remplir les obligations lui incombant en vertu des présents Statuts ou de son acte de souscription ou d'engagement.* » ;
14. Modification du paragraphe 2 de l'Article 18 des statuts afin d'y intégrer une référence au Règlement et d'y intégrer tous les aspects pertinents du Règlement en vue d'assurer la conformité de la Société à celui-ci ;
15. Ajout d'un nouveau paragraphe 3 de l'Article 18 des statuts qui sera ainsi rédigé :
 - « *Conformément au Règlement et à la Loi de 2010, la Société, respectivement chacun de ses compartiments, pourra détenir des liquidités à titre accessoire.* »
16. Modification de l'actuel paragraphe 3 de l'Article 18 des statuts qui sera ainsi rédigé :
 - « *Conformément au Règlement, et sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle luxembourgeoise, le conseil d'administration peut décider d'investir plus de 5% et jusqu'à 100% des actifs de chaque Compartiment de la Société dans différents instruments du marché monétaire émis ou garantis séparément ou conjointement par l'Union européenne, les administrations nationales, régionales et locales de tout État membre de l'Union européenne ou de leurs banques centrales, par un autre État membre de l'OCDE, par un autre Etat membre du Groupe des 20 (« G-20 »), Singapour, la Région Administrative Spéciale de Hong Kong, la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen d'investissement, le mécanisme européen de stabilité, le Fonds européen de stabilité financière, une autorité centrale ou la banque centrale d'un État non membre de l'Union européenne ou de l'OCDE (acceptée par l'autorité de contrôle luxembourgeoise et divulguée dans le Prospectus), du Fonds monétaire international, de la Banque internationale de Reconstruction et le développement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque pour le développement international, la Banque des règlements internationaux ou toute autre institution ou organisation financière internationale pertinente dont font partie un ou plusieurs États membres (ci-après, le "Entités"), à condition que, dans le cas où la Société décide de faire usage de cette disposition, elle doit détenir, pour le compte du Compartiment concerné, des instruments du marché monétaire appartenant à au moins six émissions différentes de l'émetteur et d'un investissement pour le Compartiment concerné d'un maximum de 30 % maximum du Compartiment concerné dans des instruments du marché monétaire appartenant à une même émission.» ;*
17. Ajouts de nouveaux paragraphes 5, 6 et 7 à l'Article 18 des statuts afin d'y intégrer tous les aspects pertinents du Règlement en vue d'assurer la conformité de la Société à celui-ci ;
18. Ajout d'un nouveau paragraphe 3 à l'Article 19 qui sera ainsi rédigé :
 - « *Lorsque, en raison d'une opposition d'intérêts, le nombre d'administrateurs requis à l'article 14 des présents Statuts en vue de délibérer et de voter sur le point en question n'est pas atteint, le conseil d'administration peut décider de déférer la décision sur ce point à l'assemblée générale des actionnaires selon la procédure de l'article 22 des présents Statuts.* » ;
19. Modification subséquente du nouveau paragraphe 4 de l'Article 19 ;
20. Ajout d'un nouvel article 22 « Procédure d'évaluation interne de la qualité de crédit » afin d'intégrer tous les aspects pertinents du Règlement en vue d'assurer la conformité de la Société à celui-ci ;
21. Modification du paragraphe 5 du futur Article 23 des statuts qui sera ainsi rédigé :
 - « *L'assemblée générale annuelle se tiendra conformément à la législation luxembourgeoise au siège social de la Société à Luxembourg ville ou à tout autre*

endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, dans un délai de quatre mois à compter de la clôture de l'exercice. » ;

22. Ajouts de nouveaux paragraphes 11, 12, 13 et 14 du futur Article 23 en vue d'intégrer certaines possibilités offertes à la Société de par la loi de 1915 relative aux sociétés commerciales ;
23. Modification de la section « Fusion décidée par le conseil d'administration » du futur Article 26 afin d'y ajouter un texte relatif à la fusion de classes d'actions ;
24. Modification de la section « Fusion décidée par les actionnaires » du futur Article 26 afin d'y ajouter un texte relatif à la fusion de classes d'actions ;
25. Modification du futur l'Article 34 des statuts en vue d'y intégrer une référence au Règlement ;
26. Nouvelle numérotation des articles actuels 22 et suivants des statuts suivant l'ajout d'un nouvel article 22.

Seconde Résolution

Refonte complète des Statuts afin de les mettre en concordance avec les modifications décidées suivant point 1.- du présent ordre du jour.

* * *

Le texte complet des modifications statutaires proposées est disponible, sur simple demande, au siège social de la Société (OPC_Montage@degroopfetercam.lu).

L'Assemblée pourra délibérer valablement sans condition de quorum. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Chaque action donne droit à une voix et chaque actionnaire peut voter en personne ou par l'intermédiaire d'un mandataire.

Les actionnaires qui ne sont pas en mesure d'assister à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires sont priés de bien vouloir signer le formulaire de procuration disponible sur simple demande au siège social de la Société et le renvoyer par télécopie (+352 45 35 45 20 70) ou par copie scannée transmise par courrier électronique (OPC_Montage@degroopfetercam.lu) de telle sorte qu'elle arrive **avant le 31 juillet 2019 à 12h au 12, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg** et l'original devra être envoyé par courrier à Degroof Petercam Asset Services S.A., à l'attention du département OPC Montage, sise 12, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg.

Afin d'être valables, les procurations pour la seconde Assemblée Générale Extraordinaire devront être reçues avant le 31 juillet 2019 à 12h.

Luxembourg, le **15 juillet 2019**.

Le Conseil d'Administration